



A Avignon, le 24/07/2019,

Ce 23 juillet 2019 à 17h30, nous avons rencontré le Préfet B Gaume à la préfecture accompagné de M Gauthier, DDFIP de Vaucluse convié par celui-ci.

Etaient présents pour l'intersyndicale :

- Benoît Sautecoeur - Arnaud Beaujard (Solidaires)
- Cathy Locret- Christian Pernot (FO)
- Henri Santucci- Ludivine Fauré (CGT)

En préambule, et avant même de finir l'introduction motivant notre venue, le préfet a très vite pris la parole pour se féliciter de se voir confier (avec l'ensemble de ces collègues préfets), le pilotage de la réorganisation territoriale des services publics, notamment au travers des Maisons France Service (MFS), qui, selon lui, seraient l'apanage de l'accueil de demain.

Nous lui avons objecté sur ce point le fait que ces accueils du futur se feraient sur le dos des agents des finances publiques, ces mêmes agents qui, depuis plus de 15 ans, subissent réformes sur réformes, restructurations sur restructurations, le tout dans un contexte de plan social qui ne dit pas son nom, que le service public rendu serait, de par les fermetures et regroupements inmanquablement dégradé.

Le préfet a convenu plus ou moins ce fait, mais il a voulu nous « motiver » dans la concertation, histoire d'aider tout le monde (sous entendu lui-même et le DDFIP). L'air est connu, on a pas le choix, donc concertons-nous sur ce qui ne pourra pas être modifié de toute façon... Voilà comment s'annonce le dialogue social 2.0.

Nous lui avons alors signifié notre « contre-proposition » : ne pas toucher à notre réseau, le renforcer là où nos collègues souffrent le plus, et abonder nos accueils avec le renfort des MFS. Pour le reste, si négociations il doit y avoir, nous lui avons demandé de faire remonter au cabinet du Premier Ministre que celles-ci ne pourraient s'engager qu'avec un champ non contraint. Nous avons également rappelé que de nombreux conseils municipaux avaient pris ou allaient prendre des délibérations appelant à ne pas toucher à notre réseau.

Ces délibérations étant enregistrées en Préfecture, nous n'avons pas jugé utile de les lui remettre en mains propres. En revanche, nous lui avons remis les quelque 1500 signatures recueillies auprès de nos concitoyens pour la défense de notre réseau et de la qualité du service public.

Nous avons également alerté le préfet sur l'état anxiogène qui se généralise, et de son effet délétère sur les rapports entre collègues et/ou services. Sur ce point, le Préfet a assuré qu'il serait très vigilant, et a demandé de lui remonter toute « entorse » au respect des agents. Ceci dit en présence, rappelons-le, de notre Directeur. A bon entendeur...

Enfin, nous avons conclu cet échange en rappelant que depuis 15 ans, aucun agent A, B ou C de la DGFIP n'a vu sa situation s'améliorer, bien au contraire, qu'ils ont toujours su s'adapter au fil des changements et que rien n'est prévu en compensation des réformes qui s'annoncent. Visiblement, le fameux « en même temps » ne nous concerne pas ! Manière pour nous d'indiquer au gouvernement, via le préfet, qu'il serait grand temps d'arrêter de prendre les agents des finances publiques pour des c..s !

Le préfet a convenu de faire remonter tout ce qui précède à qui de droit et reste à notre disposition si besoin.

Fin des débats à 19h20.....

En conclusion, et comme nous vous l'avions annoncé dès la préparation de ce projet de géographie revisitée, il nous appartient de renverser le rapport de force et de nous défendre. Le fait que la presse locale se soit intéressée au sujet en plein été, et que nous soyons reçus par le Préfet en personne (une première depuis tellement longtemps que nous ne nous rappelons plus de la première fois !) doit nous encourager !

Rendez-vous fin août dans les services pour préparer une rentrée en fanfare !

